

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du curé Marion
Antenne de Lonsle-Saunier
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS Parrot

150 av Marcel de Lattre de Tassigny
39100 Dole

Références : AM/MB/2024/L_399
Code AIOT : 0005900822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement SAS Parrot implanté 150 av Marcel de Lattre de Tassigny 39100 Dole. L'inspection a été annoncée le 18/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été organisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et pour obtenir les derniers compléments nécessaires pour finaliser un arrêté préfectoral complémentaire en lien avec le dépôt d'un dossier de porter à connaissance en juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Parrot
- 150 av Marcel de Lattre de Tassigny 39100 Dole

- Code AIOT : 0005900822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Parrot est spécialisée dans la sous-traitance industrielle de transformation du fil acier doux et inox à destination de l'industrie, de l'aménagement intérieur, de l'électroménager, de pièces pour véhicules industriels. Elle intègre un atelier de traitement de surface des métaux et réalise des prestations en sous-traitance (ex. : traitement de surface de tournevis, de clés à pipe...). Elle fait partie d'un groupe qui se compose de sites jurassiens (Parrot et Verpillat) et d'un site en Roumanie.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Autosurveillance des rejets aqueux industriels	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Demande d'action corrective	15 jours
6	Surveillance des rejets aqueux industriels	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Rejets aqueux industriels	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4-II	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prévention contre le risque incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
10	Moyens de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 - chapitres II et IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 3.2.3	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 3.2.5 et 9.2.1.1	Sans objet
4	Préservation de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1.1 et 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- fasse réaliser les 3 campagnes de mesures des 20 PFAS obligatoires et du paramètre AOF ainsi que des autres PFAS susceptibles d'être présents dans les produits utilisés ou les produits rejetés ;
- transmette les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux industriels, via l'application Gidaf, selon la fréquence réglementaire ;
- justifie que l'observation de priorité 1 et celle pouvant causer un incendie, relevées lors de la vérification des installations électriques de juin 2024 ont fait l'objet d'action et que la mise en conformité a été réalisée ;
- transmette une copie du compte rendu Q19 ;
- mette en place une procédure afin que soit testé régulièrement l'asservissement de l'arrêt du chauffage des bains avec la baisse du niveau du bain de dénickelage ;
- justifie que les détecteurs mis en place au niveau de l'atelier de traitement de surface permettent la détection d'un incendie ;
- équipe les systèmes d'aspiration des vapeurs des bains de sondes de température.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, consistance de l'installation de traitement de surface
Prescription contrôlée : [...] L'installation de traitement de surface comprend : <ul style="list-style-type: none"> • une chaîne de galvanoplastie (Nickel-chrome) ; • une ligne de phosphatation ; • une station de traitement des effluents industriels. [...]
Constats : Dans le cadre de la rédaction d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, un point a été fait

sur les chaînes de traitement de surface présentes dans l'établissement.

En complément de la chaîne de galvanoplastie et de la ligne de phosphatation mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 deux autres petites chaînes sont présentes :

- une chaîne de dénickelage des éléments qui portent les pièces lors des traitements ;
- une chaîne tonneau manuelle de dénickelage des pièces présentant un défaut.

Selon l'exploitant, ces deux chaînes auraient été installées en 2006 et 2007 soit avant l'arrêté préfectoral n° 974 du 20 juillet 2009.

Il est à noter que cet arrêté n'évoque pas ces chaînes dans son article 1.2.3, mais dans son article 3.2.3. il est mentionné la présence d'une cheminée d'extraction des cuves de dénickelage (cuves 27 et 28).

Le bilan décennal de fonctionnement du 10 avril 2006 mentionne la présence de la cuve de dénickelage des porteurs (cuve n° 27 de 2 400 litres).

Dans le bilan de fonctionnement de l'année 2008, il apparaît la présence de la chaîne de déchromage / dénickelage composée de deux cuves de traitement de 1 000 litres dont une est chauffée par un thermoplongeur (une seule cuve de l'établissement est chauffée par thermoplongeur, elle appartient à la chaîne tonneau manuelle cf point de contrôle n° 9). Les chaînes de traitement qui devaient être mises en place et qui avaient fait l'objet de dossiers de porter à connaissance en 2013 et 2020 n'ont pas été mises en place.

Compte tenu des éléments pré-cités, il est considéré que le préfet a connaissance des 4 chaînes de traitement de surface présentes sur le site.

En lien avec les échanges qui se sont déroulés lors de l'inspection, il est considéré que des réactions chimiques ou électrolytiques se déroulent dans l'ensemble des cuves de traitement et que l'ensemble de ces cuves sont donc classables au titre de la rubrique 3260 pour un volume maximal de 56,83 m³.

Ces points seront repris dans le projet d'arrêté préfectoral qui sera proposé ultérieurement. Les plans de surveillance des rejets aqueux industriels et des rejets à l'atmosphère doivent encore faire l'objet d'échanges avec l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

Les conduits et les installations raccordées se composent :

- 1 : cheminée d'extraction chaudière gaz bureau
- 2 : cheminée d'extraction chaudière vapeur
- 3 : cheminée d'extraction chaîne de dénickelage (cuves 27 et 28)
- 4 : cheminée d'extraction chaîne de traitement de surface

Constats :

La chaudière destinée au chauffage des bureaux a été supprimée. Il convient de modifier l'article 3.2.3 car il n'y a plus de conduit n° 1.

La chaudière vapeur, autrefois reliée au conduit n° 2, a été remplacée par une chaudière alimentée au gaz naturel de puissance nominale thermique de 698 kW. Ce changement a été intégré dans le dossier de porter à connaissance de 2024.

L'installation de combustion n'était pas classée au titre de la nomenclature des ICPE et demeure non classée.

Pour le conduit n° 3, le rapport en lien avec les mesures des rejets atmosphériques réalisées par la société Apave en 2023 indique que l'analyse a été réalisée lors du dénickelage des porteurs de la chaîne Parker par de l'acide nitrique.

Constat 1-09102024 : demande de compléments : l'exploitant confirmera que les aspirations au-dessus des baignoires de la chaîne tonneau manuelle sont également reliées au conduit n° 3. Le cas échéant, une modification de l'article 3.2.3 sera à réaliser dans l'arrêté préfectoral complémentaire projeté.

L'exploitant indique qu'il est en cours de réflexion pour un remplacement des équipements d'aspiration des chaînes reliés au conduit n° 4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 3.2.5 et 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites en concentration

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des conduits n° 3 et 4 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5

CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Article 9.2.1.1

Les mesures portent sur les rejets des conduits 3 et 4 à une fréquence annuelle et pour les paramètres suivants : O₂, Acidité, HF, Cr total, Cr VI, Ni, CN, Alcalins, NOx, SO₂, NH₃.

Constats :

L'exploitant a transmis le 18 novembre 2024 une copie du rapport de 2023 relatif aux rejets à l'atmosphère des vapeurs captées au-dessus des bains de traitement de surface.

Le rapport ne relève pas de non-conformité par rapport aux valeurs limites d'émission de l'article 3.2.5.

Le rapport fait état d'une non-conformité pour la vitesse d'émission au niveau du conduit n° 3. Il a été mesuré une vitesse débitant de 8,5 m/s alors que l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 demande dans son article 3.2.4 une vitesse minimale de 13 m/s.

L'exploitant a demandé dans son dossier de porter à connaissance de 2024 que la vitesse minimale soit abaissée à 8 m/s comme cela est retrouvé dans de nombreux arrêtés ministériels notamment celui du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Dans le rapport en lien avec le dossier de porter à connaissance, il sera proposé de répondre favorablement à la demande de l'exploitant et d'acter une vitesse minimale de 8 m/s dans l'arrêté préfectoral complémentaire.

De fait, il n'est pas relevé de non-conformité.

Dans le dossier de porter à connaissance de 2024, l'exploitant a demandé à ce que les paramètres Cr VI chrome hexavalent) et CN⁻ (cyanure) ne soient plus contrôlés car ils ne sont pas utilisés au niveau des chaînes de traitement de surface.

Le rapport d'analyse des rejets à l'atmosphère de 2023 indique :

- une concentration nulle pour le paramètre cyanure au niveau des conduits 3 et 4 ;

- une concentration de 30,5 µg/m³ de Cr VI au niveau de la sortie du conduit 3 et une concentration de 12,33 µg/m³ de Cr VI au niveau de la sortie du conduit 4.

La valeur limite d'émission du paramètre Cr VI est de 100 µg/m³.

Compte tenu de ces résultats il sera proposé :

- de ne pas répondre favorablement à la demande de l'exploitant pour le paramètre Cr VI ;
- de répondre favorablement la demande de l'exploitant pour le paramètre cyanure.

L'exploitant pourra renouveler sa demande pour le paramètre Cr VI, s'il détermine l'origine du chrome hexavalent, qu'il précise les actions mises en œuvre pour faire cesser les rejets et en accompagnant sa demande de résultats d'analyses justifiant l'absence de chrome hexavalent (résultat inférieur à la limite de quantification : LQ) dans les rejets à l'atmosphère.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Préservation de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1.1 et 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement d'eau

Prescription contrôlée :

Article 4.1.1

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau Public	~ 9 000 m ³

Article 9.2.2

Le relevé des volumes est effectué mensuellement et retranscrit sur un registre.

Constats :

Le volume de prélèvement d'eau déclaré pour l'année 2023 a été de 6 600 m³.

Au 31 août 2024, le volume prélevé est de 3 356 m³. L'exploitant indique que le volume prélevé en 2024 sera inférieur à celui de 2023.

La direction dispose du bilan mensuel tel que demandé à l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance des rejets aqueux industriels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, transmission des résultats
Prescription contrôlée : Article 33 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : ... - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). Art 58-IV de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. Constats : Le jour de l'inspection, aucune déclaration Gidaf n'avait été transmise pour l'année 2024. Le 20 novembre 2024, date de rédaction du présent rapport, aucune déclaration Gidaf n'avait été transmise pour l'année 2024. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que toutes les analyses ont bien été effectuées. Il a présenté les résultats qui sont renseignés sur un tableur, mais il pensait que les résultats d'analyses pour l'année 2024 devaient être transmis avant le 31 mars 2025. Il a été rappelé que ce délai concernait la déclaration Gerep. L'inspection a rappelé les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance telles qu'elles sont définies au IV de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (cf. prescription contrôlée ci-dessus). Compte tenu de la fréquence des analyses des rejets aqueux de la société Parrot, les déclarations doivent être transmises au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Dans son courriel du 18 novembre 2024, l'exploitant indique : <i>"En ce qui concerne les déclarations GIDAF, en raison du retard, les déclarations ne sont pas encore à jour sur le site. Nous avons travaillé sur la saisie des données directement de façon numérique plutôt que de retaper les données manuellement plus tard. Cette solution devrait permettre de gagner du temps et de faire les déclarations sur le site plus tôt."</i> Constat 2-09102024 : non-conformité : les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux

industriels ne sont pas transmis via l'application Gidaf selon la fréquence réglementaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les données des résultats des analyses des rejets aqueux industriels doivent être transmises via le logiciel GIDAF sous quinze jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Surveillance des rejets aqueux industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Débit maximal journalier : 18 m³/jour

pH Compris entre 6,5 et 9

Température : < 30°C

Les valeurs limites d'émission sont définies comme suit :

Paramètres	Concentration maximale journalière (en mg/l) (milligramme par litre d'effluents rejetés contrôlés sur l'effluent brut non décanté)	Flux journalier maximal (g/jour)
Al	5	50
Cr VI	0,1	1
Cr III	2	20
Cu	2	20
Fe	5	50

Ni	2	20
Zn	3	

MES	30	300
CN (aisément libérables)	0,1	1
F	15	150
Nitrites	20	200
Azote global	50	500
P	10	100
DCO	300	

DBO5	40	400
Indice hydrocarbure	5	50
AOX	5	50
Tributylphosphate	4	40

Mn	2	20
----	---	----

<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance de 2024, l'exploitant demande à ce que les paramètres cyanure et chrome hexavalent ne soient plus contrôlés en lien avec la non utilisation de ces éléments.</p> <p>En absence de déclaration Gidaf, le contrôle à porter uniquement sur les paramètres CN et Cr VI afin de pouvoir répondre à la demande de l'exploitant.</p> <p>Pour le paramètre cyanure, il apparaît dans les résultats d'analyses présentés que la concentration mesurée est inférieure à la limite de quantification : 5 µg/l. Lors du contrôle inopiné de 2022 cette concentration était déjà inférieure à cette limite de quantification.</p> <p>Pour le paramètre chrome hexavalent, les concentrations récemment mesurées peuvent atteindre plusieurs microgrammes par litre. Il est à noter que lors du contrôle inopiné de 2022 la concentration en Cr VI dans le prélèvement était inférieure à la limite de quantification : 5 µg/l.</p> <p>Sans information complémentaire, la surveillance du paramètre chrome hexavalent ne pourra pas être supprimée du plan de surveillance des rejets aqueux industriels.</p> <p>L'analyse du respect des valeurs limites d'émission sera réalisée à la suite de la transmission des déclarations Gidaf.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'analyse du respect de ce point de contrôle sera faite à la suite de la transmission des déclarations Gidaf.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Rejets aqueux industriels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, campagne de mesure : action PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2</p> <p>L'exploitant établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Article 4

[...]

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Le délai pour réaliser la première campagne d'analyse des rejets issus d'une installation classée au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE était fixé à décembre 2023.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté la liste des substances PFAS utilisées ou rejetées.

Il indique qu'il a regardé les fiches de données de sécurité et qu'il n'en a pas trouvé.

Il n'a pas été en capacité de justifier qu'il avait interrogé ses fournisseurs sur ce point.

Il a été rappelé à l'exploitant que les informations contenues dans les fiches de données de sécurité ne sont pas exhaustives concernant les substances présentes à des faibles proportions dans les produits.

Aucune campagne d'analyse des PFAS n'a été réalisée. Cette non-conformité a fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en parallèle de la visite d'inspection et de la rédaction du présent rapport.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté deux devis pour la réalisation des trois campagnes d'analyse. Les montants des devis étant très différents, l'exploitant s'interroge sur le laboratoire à retenir.

Concernant le choix, il est attendu que :

- le prélèvement soit réalisé sous accréditation, selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 ;
- l'analyse soit réalisée par un laboratoire accrédité par le COFRAC pour les 20 PFAS.

En cas de non respect de ces deux points, il pourra être demandé de refaire les analyses.

Constat 3-09102024 : non-conformité : les campagnes d'analyses des PFAS n'ont pas été réalisées. Les actions minimales devant être mises en œuvre pour établir la liste des substances PFAS, potentiellement utilisés ou rejetés, n'ont pas été mises en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des PFAS potentiellement présents dans ses rejets aqueux industriels seront pris en compte dans les analyses qui seront réalisées.

Le délai indiqué ci-dessous est à comprendre comme correspondant au premier délai fixé dans l'arrêté préfectoral portant mise en demeure pour transmettre, via l'application Gidaf, sous un délai de 2 mois au maximum et à compter de la notification de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure, les résultats commentés de la première campagne de mesure.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5-III
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5-III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006</p> <p>III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Alinéa A de l'article 66 de l'AM du 04/10/2010</p> <p>A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu de vérification périodique Q18 en lien avec la vérification des installations électriques réalisée le 21/06/2024.</p> <p>La vérification a consisté en la vérification complète des installations électriques de l'établissement.</p> <p>Le compte rendu conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Ce risque est en lien avec une protection contre les surintensités inadaptées (priorité 2).</p> <p>Le rapport fait état de 20 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 de priorité 1 ; • 24 de priorité 2 ; • 5 de priorité 3.

L'exploitant a transmis un registre interne mentionnant l'ensemble des observations relevées lors de la vérification de juin 2024. Le registre ne mentionne pas que des réparations/mises en conformités ont été faites.

Constat 4-09102024 : demande de compléments : l'exploitant précisera les actions engagées pour solder les observations relevées lors de la vérification électrique de juin 2024, plus particulièrement à l'observation de priorité 1 et celle susceptible d'engendrer un risque d'incendie.

Le compte rendu Q18 indique que le compte rendu d'examen Q19 a été délivré. Le compte rendu n'a pas été délivré et transmis par l'exploitant.

Constat 5-09102024 : demande de compléments : l'exploitant transmettra une copie du dernier compte rendu d'examen Q19 ou une copie du rapport de détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention contre le risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, chauffage des bains de traitement

Prescription contrôlée :

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.

Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

A l'exception d'une cuve de la petite chaîne tonneaux manuelle de démétallisation, les cuves exploitées par la société Parrot sont chauffées par circulation de vapeur dans des radiaplaques.

La cuve en question est chauffée par un thermoplongeur (résistance électrique). L'exploitant indique que :

- l'asservissement de l'arrêt du chauffage en cas de niveau bas de liquide n'est pas testé ;
- que cette chaîne est peu utilisée, uniquement pour le dénickelage des pièces ayant un défaut ;
- qu'il envisage de mettre en place, en complément de la détection de niveau, une minuterie qui couperait automatiquement le chauffage après une heure.

Par courriel du 18 novembre 2024, l'exploitant a précisé : "Pour la partie démétallisation manuelle, une révision du système a permis d'asservir la chauffe des bains à une minuterie. Un voyant de chauffe a été ajouté à l'armoire électrique de façon à avoir un moyen visuel de contrôle. Il est prévu d'ajouter le contrôle manuel du fonctionnement de la plaque de niveau des bains"

Constat 6-09102024 : non conformité : le bon fonctionnement de l'asservissement de la coupure du chauffage en cas de baisse du niveau du bain n'est pas testé régulièrement.

Il n'y a pas de refroidissement des cuves de traitement de surface.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 - chapitres II et IV

Thème(s) : Risques accidentels, détection automatique incendie

Prescription contrôlée :

Dispositions applicables depuis le 1er juillet 2024

II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

IV. [...] l'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Constats :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin contrôlées sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2024.

L'exploitant indique dans son courriel du 18 novembre 2024 que l'analyse des produits entreposés est en cours pour savoir s'ils portent des mentions de dangers H224, H225 ou H226.

Des détecteurs sont présents au niveau de l'installation de traitement de surface, certains ont été mis en place récemment. Le plan présenté matérialisant leurs positions est nommé "détection intrusion". Il y figure des détecteurs infrarouges volumétriques et des détecteurs multiponctuels.

La télésurveillance est assurée par la société Cyclop. Un contrat de maintenance est signé avec la société Polysécurité. Le contrat d'entretien transmis est valable 5 ans. Il est daté du 29/01/2009, renouvelable par tacite reconduction. Le contrat mentionne explicitement qu'il concerne des équipements liés à l'intrusion.

Constat 7-09102024 : demande de compléments : l'exploitant justifiera que les équipements en place permettent la détection d'un incendie.

Constat 8-09102024: non-conformité : le système d'aspiration n'est pas équipé de sonde de température.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois